

Aide sociale : de nouvelles approches plutôt que des coupes : investir dans une démarche plus individualisée pour que l'aide sociale retrouve sa nature temporaire

Autor(en): **Danesi, Marco**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2084

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017346>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

manqué. Mais à chaque fois la Suisse a fait le gros dos ou joué l'indifférence. Jusqu'à se faire

imposer des règles nouvelles qu'elle a peu ou pas du tout contribué à élaborer. Et de se plaindre alors des pressions et

du harcèlement dont elle a fait l'objet...et dont elle porte l'essentiel de la responsabilité.

Aide sociale: de nouvelles approches plutôt que des coupes

Investir dans une démarche plus individualisée pour que l'aide sociale retrouve sa nature temporaire

Marco Danesi - 16 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27760>

L'aide sociale s'éternise, se prolonge, s'étire sans fin. Des familles, des cinquantenaires en bénéficient durablement. Des jeunes adultes s'y installent dès leur 18e anniversaire. Dans notre pays en 2013, selon l'[Office fédéral de la statistique](#), 20% des cas en dépendent pendant deux à quatre ans; 10% de quatre à six ans et 15% plus de six ans.

Le constat embarrasse. D'aucuns réclament des réductions des allocations pour stopper le phénomène. En réalité, il faut imaginer des approches originales, adaptées aux profils particuliers de ces assistés.

Cet ultime filet contre la misère se veut temporaire, conçu pour surmonter un passage à vide ou une crise. Au fil du temps et des réformes, l'aide sociale a carrément changé d'appellation, voire de fonction. L'assistance publique d'antan a été convertie en revenu d'insertion, dans le canton de Vaud notamment.

Pourtant, malgré les intentions et les mesures déployées, une

partie importante des bénéficiaires ne retrouve pas l'emploi espéré, gage d'indépendance financière et sociale. L'aide sociale demeure ainsi l'unique ressource.

Le phénomène contribue à la hausse du nombre de personnes secourues. Les nouveaux cas sont plus nombreux que les dossiers clos. La croissance de la population fait le reste sans oublier les réformes restrictives de l'assurance-invalidité et du chômage, qui ont contribué à grossir les rangs des assistés aux dépens des cantons.

Ces chiffres, très médiatiques et alarmistes, méritent toutefois d'être relativisés: la proportion des bénéficiaires par rapport à la population totale reste stable, autour de 3%. Dans certaines régions, celle-ci amorce même une légère décroissance.

Les pourfendeurs de l'aide sociale, UDC en tête, n'en réclament pas moins coupes et diminution des prestations. Ils ciblent volontiers jeunes, étrangers ou présumés

profiteurs. Trop généreuses, les allocations n'incitent pas les bénéficiaires à retrouver un travail, clament-ils, en exigeant de sanctionner ceux qui abusent ou qui font preuve de mauvaise volonté.

Face à l'offensive, les institutions et les collectivités publiques ont entrepris de réviser les normes de l'aide sociale. On cherche à neutraliser les effets de seuil, qui pénalisent les salariés et avantagent les assistés. On recalcule les montants alloués sans toucher au minimum vital. On multiplie les contrôles contre les fraudes. Sur le plan politique, les responsables cantonaux et les Chambres fédérales s'interrogent sur une éventuelle harmonisation des pratiques. On discute aussi de nouvelles répartitions des coûts ([DP 2060](#)).

Cette agitation grandissante risque cependant de ne pas améliorer le sort des bénéficiaires au long cours de l'aide sociale, qui représentent un socle quasi incompressible. Dans le pire des scénarios, avec des moyens réduits,

quelques-uns finiront par recourir à des expédients plutôt que de se chercher un job. Les vies des autres – appauvris, isolés, souvent des ressortissants étrangers – deviendront encore plus précaires.

Ces cas nécessitent d'autres approches. Les instruments ordinaires de placement, les catalogues actuels des formations continues, les démarches de réintégration trop standardisées ne font pas le bonheur de ces personnes à la périphérie de la société et du marché du travail. Avant même d'espérer une réinsertion, il s'agit d'assainir leurs finances, de réhabiliter leurs comportements. Ensuite, on pourra viser des jobs «à bas

seuil». Du travail non qualifié mais qui sert à retrouver un cadre, un salaire, de la motivation et, peut-être, l'espoir de quitter l'aide sociale.

Sur le terrain, les cantons et les communes n'hésitent pas à proposer des programmes innovants. Vaud, sous l'impulsion des ministres socialistes, offre depuis 2006 des bourses d'études remplaçant le revenu d'insertion, destinées à la formation professionnelle des jeunes entre 18 et 25 ans (Forjad). En 2014, un programme similaire a été lancé en faveur des adultes de 26 à 40 ans (Formad).

De son côté, [Lausanne](#), gouvernée par une majorité de gauche et où le taux de l'aide sociale s'établit à 6,8%, expérimente depuis quelques mois un projet pilote qui associe assistants sociaux et personnel des Offices régionaux de placement. La capitale vaudoise a également élaboré un plan pour les jeunes en rupture. Objectif: créer des opportunités à la mesure des plus marginalisés et même de ceux qui tentent d'échapper à leurs responsabilités.

C'est sur la base des résultats de telles expériences que l'on pourra entamer un débat, moins idéologique, sur la meilleure façon de contenir le recours exclusif et persistant à l'aide sociale.

Jacques Vallotton livre souvenirs et réflexions de journaliste sous la forme de l'autofiction

Jacques Vallotton, *Jusqu'au bout des apparences. Un Adieu au journalisme. Autofiction*, Vevey, Ed. de L'Aire, 2015, 301 pages (coll. Fortes têtes)

Pierre Jeanneret - 18 juin 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27766>

Jacques Vallotton est une figure connue du paysage médiatique romand. Il a été journaliste pour la télévision, la radio et la presse écrite. Retraité, libéré de ses obligations et de son devoir professionnel de réserve, il a décidé d'égrener ses [souvenirs](#), mais aussi un certain nombre de réflexions critiques sur son métier et sur les obstacles, voire la censure, que peut

rencontrer celui-ci.

Il le fait sous une forme originale et plaisante, et avec une plume alerte, renouvelant constamment l'intérêt du lecteur. En cela, il n'a pas oublié ses leçons de journalisme!

Ainsi donc, son personnage, dont il est question à la troisième personne (même si le

récit est explicitement autobiographique), quitte avec sa Renault Mégane la Maison de la radio à Lausanne. C'est le jour, ou plutôt la nuit, de son départ à la retraite. Et cette nuit de transition passée au volant, de la capitale vaudoise au village de Saint-Luc en Valais, va être ponctuée par une série de *flash-backs*.

Au fil de ses souvenirs, Jacques